

*Dès le 1<sup>er</sup> octobre prochain, les élèves des écoles Saint-Stanislas, du Nursing et de l'Athénée Royal vont être invités à télécharger une nouvelle application sur leur smartphone : CyberHelp. Après avoir mené une vaste étude sur les élèves montois, les chiffres sont là : 1 élève sur 3 a déjà été victime de cyber-harcèlement. C'est trop ! D'où cette application, qui permettra aux élèves de s'exprimer plus facilement, par écrit, afin de tirer la sonnette d'alarme.*

Plus de 1500 élèves des écoles montoises, tous réseaux confondus, ont d'abord été sondés en 2015 et 2016. Les résultats de cette étude, menée en collaboration avec l'UMons, sont édifiants (lire ci-dessous). Le chiffre qui ressort surtout, c'est qu'un élève sur trois a déjà subi du cyber-harcèlement. Tandis qu'environ un cinquième d'entre eux en ont déjà été les instigateurs. Face à cette réalité, plusieurs écoles ont décidé d'agir.

120.000 € alloués

« Une opération pilote, financée par le ministre Marcourt, a été lancée. Un budget de 120.000 € nous a été accordé. Elle va s'appliquer à 3 écoles : l'athénée royal de Mons, le collège Saint-Stanislas et le Nursing. L'application CyberHelp a été créée en collaboration avec l'antenne montoise de Microsoft. L'idée est de mettre en réseau les élèves de l'école et les personnes-ressources. En effet, chaque direction doit désigner une personne-ressource au niveau du cyber-harcèlement. L'idée étant que les jeunes utilisent l'application pour faire part de toute problématique autour du harcèlement », explique Nicolas Martin, député wallon également 1<sup>er</sup> échevin montois.

Suite à cette alerte, il est possible d'établir un dialogue, autour du problème. « La personne-ressource reçoit une alerte et peut alors créer un groupe de parole pour échanger avec le jeune. Chaque élève reçoit un identifiant et un mot de passe. Le but est d'avoir un dialogue en espace de parole régulé, avec toute la classe. Pour que les jeunes à la base du problème puissent donner des explications, en présence de chercheurs de l'UMons. On se rend compte que cette étape permet de faire retomber la pression. Soit les auteurs ne se rendent pas compte des conséquences de leurs actes et cessent, soit on passe au niveau supérieur de répression avec le conseil de discipline... »

« Ils n'osent pas parler... »

Ce moyen de communication a été choisi car les jeunes ont parfois du mal à verbaliser ce genre de problèmes. « Souvent les élèves n'osent pas en parler en vrai. Ils ont honte, peur, ça les retient. L'application mobile permet de les libérer dans l'expression. Le jeune peut tirer la sonnette d'alarme sans devoir parler directement à un prof, auprès de qui il pourrait penser qu'il n'est pas pris au sérieux », indique Nicolas Martin.

Le suivi du projet sera assuré, notamment en continuant la prévention. « Une personne a été recrutée au service de prévention de la ville pour assurer un suivi sur terrain. La coordination entre les différents acteurs, mais aussi continuer la prévention dans les classes... L'objectif étant de faire une évaluation à la fin de l'année scolaire, pour envisager de l'étendre à toutes les autres écoles dès la rentrée prochaine ».

A.U.

A.U.

Copyright © 2017 Sud Presse. Tous droits réservés